

Appel à communication

Doctoriales transdisciplinaires des ressources **Changements globaux, gouvernance des ressources et résilience**

A Paris, le vendredi 3 avril 2020

Depuis la fin du XX^e siècle, un certain nombre de changements globaux (croissance démographique, urbanisation, mouvements migratoires, changements climatiques et environnementaux) sont étudiés et décrits comme des facteurs accentuant la pression sur les ressources de la planète, et plus précisément sur leur disponibilité. A la faveur d'études et d'ouvrages mettant en lumière cette corrélation, une prise de conscience émerge peu à peu dans les cercles académiques, politiques, économiques et sociétaux. Ainsi, la publication du rapport du Club de Rome (Meadows *et al.*, 1972), il y a près de cinquante ans posait déjà la question de la finitude des ressources terrestres. En réponse à l'ampleur des impacts des activités humaines, qui est un sujet de préoccupation à l'échelle mondiale, des politiques en faveur d'un développement durable des sociétés humaines se multiplient. L'édition 2019 des Doctoriales des ressources a permis de questionner la manière dont l'utilisation nouvelle de ressources ou la multiplicité de leurs usages pouvaient engendrer des tensions entre usagers ou entre secteurs d'activité. Alors que les ressources hydriques sont essentielles pour de nombreuses activités, dont le secteur de l'agriculture, la compétition entre usagers pour en obtenir ou en sécuriser l'accès s'intensifie. Ainsi, la construction de barrages tout au long des fleuves et des cours d'eau sont susceptibles de créer des tensions internes et transfrontalières (WCD, 2000 ; Scudder, 2005). De même, alors que l'humanité devra extraire autant de cuivre d'ici 2050 qu'elle n'en a consommé jusque-là (Vidal, 2013) pour assurer ses projets de transition énergétique, sa production fait l'objet d'une compétition accrue entre pays investisseurs et pays producteurs. Les mêmes problématiques se posent pour d'autres matériaux, tels que le sable ou les granulats utilisés pour le béton (Bonnet et al, 2019). En outre, ces mises en gisement sont ralenties par des oppositions croissantes (société civile, gouvernements, entreprises, etc.), liées tant à la crainte d'impacts environnementaux conséquents qu'à une volonté d'un meilleur partage des richesses créées.

Les activités humaines et leurs impacts, évalués en termes de changement climatique, de perte de biodiversité ou d'épuisement des ressources, dont la notion d'Anthropocène reflète l'ampleur inédite contribuent aux crispations observées autour des ressources. Cependant, une multitude d'initiatives politiques émerge, visant aussi à atténuer ces effets et à s'y adapter en vue d'atteindre une résilience des activités. Il en va ainsi des politiques de transition énergétique et de décarbonisation dont l'essor et l'institutionnalisation s'accroissent depuis le sommet de Paris en 2015. Il en va également des politiques d'économie circulaire, qui tendent à considérer les déchets non plus seulement comme des matières inutiles, mais au contraire comme des ressources potentielles. Ainsi, les processus de transformation de l'agriculture, les évolutions des exigences en termes de réglementations et de normes environnementales, tout comme la responsabilité sociale des entreprises sont autant d'initiatives méritant d'être observées et analysées.

De manière plus générale, c'est le fonctionnement du système politico-économique qui est questionné par ces phénomènes. Alors que le recyclage des déchets électroniques est présenté comme ayant un impact positif tant pour l'environnement que pour la réutilisation de ressources

(Cui et Forsberg, 2003), l'organisation de cette filière basée sur des principes de marché ne paraît pas efficiente (difficultés de collecte et de mise en valeur des matériaux). Les politiques publiques en matière de développement durable et les initiatives sectorielles se révèlent insuffisamment englobantes pour répondre aux défis de notre époque. Par exemple, la baisse des émissions de CO2 des pays développés s'appuie sur la multiplication des projets extractifs et industriels dans les pays en voie de développement (Muntean et al, 2018). Dans les faits, les impacts environnementaux sont simplement délocalisés (Babiker, 2005). Des discussions sur la composition du mix énergétique aux manifestations contre l'enfouissement de déchets nucléaires, en passant par les lois sur le gaspillage alimentaire ou le recyclage des déchets électroniques, la mise en œuvre de telles politiques fait l'objet de négociations, de débats, de résistances ou d'expérimentations.

Au-delà du discours sur la transition énergétique et sur les énergies renouvelables, c'est tout un modèle de développement et de processus de production qui est questionné et amène à repenser le rapport aux ressources qui sont au cœur de ce système. La multiplication des mobilisations citoyennes revendiquant des changements politiques profonds pour faire face au changement climatique ou à la perte de biodiversité reflète cette remise en question. Dès lors, il s'agit de penser de nouvelles modalités d'accès, de mobilisation et de gestion des ressources. En somme, il s'agit de penser la résilience sous ses différents aspects (Holling, 1973 ; Perman et al., 2003).

Axe 1 - L'espace politique des ressources : acteurs, logiques de pouvoir, conflits et résolutions de crises

Ancrées dans les territoires, les ressources s'inscrivent dans les dynamiques politiques qui y prennent forme. Face aux changements globaux, la gestion des ressources pose des défis : quelles formes d'organisation politique pour gérer les ressources ? Comment se mobilisent les différents acteurs pour faire valoir leurs conceptions et leurs usages des ressources ? Comment les accorder ?

Axe 2 - Changements globaux et gouvernance locale

Le global est en tout lieu. A ce titre, les dynamiques globales s'enchâssent dans des agendas socio-politiques locaux et nationaux spécifiques. Or, les attentes des acteurs locaux entrent parfois en contradiction avec les initiatives internationales. Dans ce cadre, comment mettre en place une gouvernance des ressources qui concilie ces enjeux multiscalaires ? Les attentes des acteurs politiques et économiques locaux tout comme les intérêts des populations locales en termes de développement sont-elles véritablement conciliables avec les politiques de transition énergétique et de développement durable ?

Axe 3 - Mettre en œuvre la résilience

Le terme de résilience renvoie à une diversité de problématiques. Dans un système qui atteint ses limites, plusieurs réactions sont possibles, allant de la résistance à la transformation, en passant par l'adaptation. Quelles formes ces différentes réactions peuvent-elles prendre ? La dynamique de résilience aura besoin de nouveaux cadres juridiques, politiques, économiques, méthodologiques et sociaux. En termes de gestion des ressources, quels outils pourraient être mis en place pour la réaliser ?

Bibliographie

- Asmal K, Chand L., Henderson J., Lindahl G., Scudder T., Carino J., Blackmore D., Patkar M., Goldemberg J., Moore D., Veltrop J., Steiner A. (2000), *Dams and development : A new framework for decision making*, Rapport de la Commission mondiale sur les barrages, Londres, Earthscan, 404 pages.
- Babiker M. (2005), "Climate change policy, market structure, and carbon leakage", *Journal of International Economies*, Vol. 65 (2), pp. 421-445.
- Bonnet S., Carcanague S., Hache E., Jabberi A., Seck G.S., Simoën M. (2019), "The impact of future generation on cement demand: An assessment based on climate scenarios", *Projet GENERATE (Renewable Energies Geopolitics and Future Studies on Energy Transition)*, 44 pages.
- Cui J. et Forssberg E. (2003), "Mechanical recycling of waste electric and electronic equipment: a review", *Journal of hazardous Materials*, Vol. 99 (3), pp. 243-263.
- Holling C. S. (1973), "Resilience and stability of ecological systems", *Annual review of ecology and systematics*, Vol. 4, pp. 1-23.
- Maedows D., Randers J., Behrens W. W. (1972), *The limits to Growth*, New York, Universe Books, 211 pages.
- Muntean M., Guizzardi D., Schaaf E., Crippa M., Solazzo E., Olivier J. (2018), *Fossil CO2 emissions of all world countries - 2018 Report*, Publications Office of the European Union, 241 pages.
- Perman R., Ma Y., McGilvray G., Common M. (2003), *Natural resource and environmental economics*, 1996, 726 pages.
- Scudder T. (2005), *The future of large dams. Dealing with social, environmental, institutional and political costs*, Earthscan, 389 pages.
- Vidal O. (2018), "Ressources minérales, progrès technologiques et croissance", *Temporalités* [En ligne], 28, consulté le 16 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/temporalites/5677>

Modalités de participation

Les doctorant(e)s souhaitant participer à cette journée, qui aura lieu à Paris, en tant que panélistes sont priés de faire parvenir leur(s) proposition(s) de communication **avant le 6 janvier 2020** à l'adresse ressources2018@gmail.com en prenant soin d'indiquer :

- Le nom de l'auteur(e) ;
- L'affiliation institutionnelle et l'adresse électronique de l'auteur(e) ;
- Le titre et le résumé de la communication (en 300 mots).

Une attention particulière sera portée aux propositions mettant en avant des approches transdisciplinaires et un partage méthodologique.

À la suite de la journée et en fonction des propositions reçues, une valorisation est envisagée sous forme de publication.

Événement organisé par :



Groupe Recherches-Ressources

<https://ressnat.hypotheses.org/> - ressources2018@gmail.com

Comité d'organisation :

Raphaël DANINO-PERRAUD, Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO)

David JUILIEN, Institut Français de Géopolitique (IFG), Université Paris 8

Wahel RASHID, Institut Français de Géopolitique (IFG), Université Paris 8

Audrey SÉRANDOUR, UMR Prodig, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nicolas VERHAEGHE, UMR 7218 LAVUE, Université Paris-Nanterre
